

Au Honduras, la normalisation par la guerre sale

vendredi 2 avril 2010, par [ORTIZ Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2010).

Depuis la farce électorale du 29 novembre 2009 destinée à blanchir le coup d'Etat militaire du 28 juin contre le président Manuel Zelaya, la « médiocratie » a bien fait les choses : avec la bénédiction des Etats-unis et de l'Europe, le Honduras aurait retrouvé la démocratie.

Or, voilà que les masques du prétendu « gouvernement de réconciliation nationale » tombent. Comme dans les années 1980, le pouvoir a entrepris une campagne de liquidation sélective des militants et dirigeants du Front national de résistance populaire (FNRP), à travers des escadrons de la mort qui sévissent en toute impunité. Le 23 mars, le professeur Manuel Flores a été abattu dans son établissement, San José de Pedregal, devant ses élèves et collègues. Dirigeant syndical du Collège des professeurs de l'enseignement secondaire, il était également membre du Parti socialiste centraméricain. Le 26 mars, des journalistes du Canal 4 de Juticalpa, Ballardo Mairena et Manuel Juarez, ont été criblés de balles par des hommes armés qui leur avaient tendu une embuscade. Ces deux morts s'ajoutent aux cinq journalistes assassinés en quelques mois par le régime du président Porfirio Lobo.

Le 25 mars, onze dirigeants syndicaux de l'Enseignement supérieur de l'Université nationale autonome du Honduras (UNAH) ont été arrêtés, ligotés et enchaînés comme des malfrats. Dans le département d'Atlantidá, cinq paysans ont été abattus depuis le début de l'année, dont José Antonio Cardoza et José Carias, du Mouvement unifié des paysans d'Aguán (Muca). Le défenseur de la forêt, Francisco Castillo, a également été liquidé.

La haut-commissaire aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU), M^{me} Naty Pillay, a demandé le 15 mars que s'ouvre une enquête sur « *les cas de violations du droit à la vie, torture, arrestations arbitraires et viols* » au Honduras.

Le coup d'Etat préventif du 28 juin 2009 était bien un avertissement à tous les peuples d'Amérique latine, une tentative de coup d'arrêt, d'intimidation envers l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), et visait à refaire du Honduras le gendarme américain en Amérique centrale.

Renforcée, plurielle, inventive, non-violente, l'opposition hondurienne, rassemblée au sein du FNRP, ne désarme pas. Elle va entreprendre, d'avril à juin, une grande consultation nationale pour recueillir les signatures de 30 % des électeurs en vue d'exiger une Assemblée constituante débouchant sur la refondation du pays, par l'élaboration d'une constitution ayant désormais pour garant le peuple et non l'armée et l'oligarchie.

L'Union européenne se tait ; elle a repris tant ses relations avec Tegucigalpa que les négociations commerciales avec l'ensemble de l'Amérique centrale - dont fait partie le Honduras - pour signer en mai prochain un traité de libre commerce.

Jean Ortiz

P.-S.

* Paru dans La valise diplomatique du Monde diplomatique :
<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-04-01-Honduras>